

Thibaut LARROUTUROU

*Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
(Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne - ISJPS)
Membre associé au Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID)
Ancien référendaire à la Cour européenne des droits de l'homme*



FORMATION UNIVERSITAIRE

- **Doctorat de droit public (2020)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne
Thèse de doctorat soutenue publiquement le 4 décembre 2020 sur le sujet « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité ». Le jury était composé de Baptiste BONNET (directeur), Laurence BURGORGUE-LARSEN (rapporteuse), Pascale DEUMIER, Mattias GUYOMAR, Dominique ROUSSEAU (président), Bernard STIRN, David SZYMCAK (rapporteur)
- **Master II droit public fondamental (2012)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne
- **Licence en droit (2010)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Expériences universitaires

- **Maître de conférences (années universitaires 2022-...)**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **Enseignant-chercheur contractuel (année universitaire 2021-2022)**, Université Grenoble Alpes
- **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (années universitaires 2015-2017)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne
- **Doctorant contractuel en charge d'une mission d'enseignement (années universitaires 2012-2015)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne

Expériences juridictionnelles

- **Référendaire à la Cour européenne des droits de l'homme (janvier 2017-décembre 2020)**, Division française
Rédaction de projets d'arrêts et de décisions ; rédaction de notes de juge unique ; traitement des demandes de mesures provisoires
- **Stagiaire au Conseil constitutionnel (mai-août 2016)**, Service de documentation
Recherche documentaire et juridique ; rédaction de notes de synthèse
- **Stagiaire à la Cour de cassation (juillet-décembre 2015)**, Bureau du droit public et du droit constitutionnel (service de documentation, des études et du rapport)
Recherche documentaire et juridique ; rédaction de notes de synthèse ; aide à la décision des magistrats appelés à se prononcer sur le renvoi ou la transmission de QPC
- **Stagiaire à la Cour européenne des droits de l'homme (octobre 2012)**, Unité de la presse
Réalisation de la revue de presse de la Cour ; actualisation des fiches de jurisprudence ; conception et réalisation d'une fiche thématique sur les mesures provisoires (première version mise en ligne en janvier 2013)

RECHERCHE

Ouvrages

- *Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité*, Pedone, 2024 (direction) (à paraître)
- *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, LGDJ, 2021
Recension : Géraldine ROSOUX, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2022, n° 131, pp. 712 s.

Articles

- « Conseil constitutionnel et Conseil d'État : complices ou concurrents dans leurs rapports avec les normes européennes ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2023, n° 136, pp. 863 s.
- « Convention européenne des droits de l'homme et droit constitutionnel », *Civitas Europa*, 2023, n° 49, pp. 273 s.
- « Plaidoyer pour la motivation des mesures provisoires adoptées par la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2023, n° 134, pp. 343 s.
- « Convention européenne des droits de l'homme et contrôle de la loi », *Europe des Droits & Libertés*, 2022, n° 5, pp. 166 s.
- « Panorama d'une année de contentieux français "invisible" devant la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2022, n° 129, pp. 71 s.
En anglais : "One Year of French Single-Judge Decisions Before the European Court of Human Rights", *Europe of Rights & Liberties*, 2022, n° 6, pp. 238 s.
- « La Cour européenne des droits de l'homme, juge des états d'urgence ? », *Revue du droit public*, 2021, n° spécial, pp. 277 s. (article coécrit avec Marion LARCHE, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- « La nomination des juges nationaux saisie par les juridictions européennes », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2021, n° 128, pp. 791 s. (article coécrit avec Mathieu DISANT, professeur des universités à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- « Protocole n° 16 à la CEDH et demandes d'avis aux cours suprêmes : saisine sur saisine ne vaut ? », *Recueil Dalloz*, 2018, n° 27, pp. 1502 s.
- « Le Protocole n° 16 à la CEDH, nouveau terrain de rencontre des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité », *Revue du droit public*, 2018, n° 2, pp. 475 s.
- « Priorité d'examen, droit de la CEDH et droit de l'UE », *Les cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, 2016, n° 5, pp. 73 s.
- « La QPC est-elle une voie de recours à épuiser avant de saisir la Cour européenne des droits de l'homme ? », *Revue du droit public*, 2015, n° 1, pp. 111 s.

Participation à des ouvrages collectifs

- « Prolégomènes : pourquoi repenser les conditions de recevabilité ? », in Thibaut LARROUTUROU (dir.), *Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité*, Pedone, 2024 (à paraître)
- « Contrôle concret : règne absolu », in Mustapha AFROUKH (dir.), *Dictionnaire des idées reçues sur la Convention européenne des droits de l'homme*, Mare et Martin, 2023, pp. 139 s.

- « Constitutionnalité, conventionnalité et futur de la protection des droits et libertés en France », in Peggy DUCOULOMBIER, Catherine HAGUENAU-MOIZARD (dir.), *La protection des droits et libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur*, Société de législation comparée, 2022, pp. 171 s.
- « Garde à vue » ; « Réclusion à perpétuité » ; « Violences policières », in Carine LAURENT-BOUTOT, Yannick LECUYER, Delphine THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2022, pp. 172 s. ; pp. 341 s. ; pp. 437 s.
- « L'articulation entre la nouvelle procédure consultative et les questions de constitutionnalité au sein des États parties au Protocole n° 16 », in Mustapha AFROUKH, Jean-Pierre MARGUENAUD (dir.), *Le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2020, pp. 95 s.

Notes

- « QPC, contrôle de conventionnalité et règle d'épuisement des voies de recours internes », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, chron. n° 44 (note sous CEDH, décision *Graner c. France*, 5 mai 2020, n° 84536/17)
- « Le Conseil d'État réaffirme la suprématie de la norme constitutionnelle face au droit de l'Union européenne », *Le blog de Jus Politicum*, 11 juin 2021, (note sous CE, Ass., décision *French Data Network et autres*, 21 avril 2021, n° 393099)
- « Coup de projecteur sur les aspects procéduraux du premier avis rendu dans le cadre du Protocole 16 à la Convention européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 2019, n° 25, pp. 1404 s. (note sous CEDH, GC, avis consultatif relatif à la reconnaissance en droit interne d'un lien de filiation entre un enfant né d'une gestation pour autrui pratiquée à l'étranger et la mère d'intention, 10 avril 2019, n° P16-2018-001)
- « Premières décisions de la CEDH relatives aux effets des décisions du Conseil constitutionnel », *Constitutions*, 2018, n° 1, pp. 74 s. (note sous CEDH, décision *Charron et Merle-Montet c. France*, 16 janvier 2018, n° 22612/15 et sous CEDH, comité, décision *Chessa c. France*, 6 février 2018, n° 76186)
- « Le refus de la Cour de cassation de renvoyer une QPC au Conseil constitutionnel n'est pas contraire à la Convention européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 2015, n° 39, pp. 2305 s. (note sous CEDH, décision *Renard c. France*, 25 août 2015, n° 3569/12 (note coécrite avec Anne-Cécile MERIC, cheffe de bureau à la Cour de cassation))

Chroniques

- Chronique «Évolutions de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme», *Revue des droits et libertés fondamentaux*
 - 2023, chron. n° 48 (introduction – indépendance de la justice – protection des données personnelles)
 - 2023, chron. n° 25 (introduction – vulnérabilité et santé)
- Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Journal du droit international "Clunet"*
 - 2024, à paraître (arrêts *Yüksel Yalçınkaya c. Turquie* et *Grosam c. République tchèque*)
 - 2023, n° 3, pp. 1027 s. (arrêts *Grzęda c. Pologne* et *M.K. et autres c. France*)
 - 2022, n° 3, pp. 1054 s. (arrêts *Gumenyuk et autres c. Ukraine* et *Willems et Gorjon c. Belgique*)

Organisation de manifestations scientifiques

- Journée d'études « L'usage du renvoi préjudiciel par les Cours constitutionnelles », Paris, 27 septembre 2024 (journée coorganisée avec Léa NAVEL, maître de conférences à l'Université Paris Cité)
- Colloque « Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité », Paris, 18-19 avril 2024

Participation à des recherches collectives

- Projet Lexis, recherche centrée sur la participation citoyenne dans l'élaboration de la loi, dirigée par Pierre NOREAU et Yan SENECHAL (Université de Montréal), 2024-...
- Projet « Reverse constitutional transplants », recherche centrée sur la réécriture de la Constitution de la V^{ème} République par des experts étrangers (Sri Lanka, Pologne, Mexique et Chili), dirigée par Marie GREN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 2023-...
- Projet « Judicial Autonomy under Authoritarian Attack », recherche centrée sur l'indépendance de la justice à travers le monde, dirigée par Silvia VON STEINSDORFF (Humboldt-Universität zu Berlin), 2023-...

Communications

- « Prolégomènes : pourquoi repenser les conditions de recevabilité ? », colloque « Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité », 18 avril 2024, Paris
- « La Cour européenne des droits de l'homme, une juridiction accessible ? », conférence d'actualité de l'Université Jean Moulin Lyon 3, 12 décembre 2023, Lyon
- « The French system of constitutional justice », séminaire « Reverse constitutionalism », 13 avril 2023, visio-conférence
- « Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État, complices ou concurrents dans leurs rapports avec les normes européennes ? », journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel « Droit constitutionnel / droit administratif », 18 janvier 2023, Paris
- « Cour européenne des droits de l'homme et états d'urgence », table ronde « Pandémies et états d'exception », 7 décembre 2021, Caen
- « Constitutionnalité, conventionnalité et futur de la protection des droits et libertés en France », colloque « La protection des droits et libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur », 19 novembre 2021, Strasbourg
- « Les implications pratiques pour le greffe », webinaire « Les conséquences de l'entrée en vigueur du Protocole 15 à la Convention européenne des droits de l'homme », 14 septembre 2021, visio-conférence
- « Consultation des archives de la présidence de la république et règle de l'épuisement des voies de recours internes », journée d'études « La France et la CEDH (année 2020) », 2 juillet 2020, Paris
- « CEDH et droit constitutionnel », 5^{ème} rencontre du cycle « La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : un instrument vivant. Célébration du soixante-dixième anniversaire de la CEDH », 12 avril 2021, visio-conférence
- « L'articulation entre la nouvelle procédure consultative et les questions préjudicielles de constitutionnalité au sein des États parties au Protocole n° 16 », séminaire « Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme », 19 avril 2019, Montpellier

- « La bienveillance de la Cour européenne des droits de l'homme », colloque “La bienveillance en droit public”, 18 octobre 2018, Lyon (intervention commune avec Matthias MALBLANC, docteur en droit public)
- « Priorité d'examen, droit de la CEDH et droit de l'UE », journée d'études “Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité”, 2 février 2015, Aix-en-Provence
- « La QPC est-elle une voie de recours à épuiser avant de saisir la Cour européenne des droits de l'homme ? », IX^{ème} congrès de l'Association française de droit constitutionnel, 27 juin 2014, Lyon

ENSEIGNEMENTS

Séminaires

- **Introduction au droit de l'environnement**
Master 2 droit de l'agriculture et des filières agro-alimentaires, École de droit de la Sorbonne (2022-...)
- **Protection de l'État de droit en Europe**
Master 2 droits international, européens et comparé, Faculté de droit de Saint-Étienne (2022-...)
- **Conduite de projet relatif à la protection des droits humains en Europe**
Master 2 droits international, européens et comparé, Faculté de droit de Saint-Étienne (2022-...)
- **Contentieux constitutionnel**
Master 2 métiers du droit et de la justice, Faculté de droit de Chambéry (2021-2022)
- **Droit constitutionnel**
Diplôme universitaire « LLM Droit français et droit européen », École de droit de la Sorbonne (2023-...)

Cours magistraux

- **Droit de la protection de la santé (avec TD)**
Master 1, École de droit de la Sorbonne (2022-...)
- **Droits et libertés fondamentaux (avec TD)**
 - *Licence 3, École de droit de la Sorbonne (2023-...)*
 - *Licence 3 droit français et droits étrangers, École de droit de la Sorbonne (2023-...)*
- **Introduction au droit européen**
Licence 2, École de droit de la Sorbonne (2022-2023)
- **Introduction à la science politique**
Licence 1, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)

Travaux dirigés

- **Droit de la protection de la santé**
Master 1 droit de la santé, École de droit de la Sorbonne (2022-...)
- **Contentieux constitutionnel**
Master 1 droit des libertés, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)
- **Droits et libertés fondamentaux**
 - *Licence 3, Faculté de droit de Saint-Étienne (responsable d'équipe, 2012-2016)*
 - *Licence 3, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)*

▪ **Droit administratif**

- Licence 2, Faculté de droit de Saint-Étienne (responsable d'équipe, 2012-2017)
- Licence 2, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)

▪ **Droit constitutionnel**

- Licence 1, Faculté de droit de Saint-Étienne (coresponsable d'équipe, 2016-2017)
- Licence 1, École de droit de la Sorbonne (2022-2023)

▪ **Méthodologie juridique**

- Licence 1, Faculté de droit de Saint-Étienne (2011-2012)

Formation continue des professionnels

▪ **Les rapports entre les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité**

- Formation destinée aux magistrats, organisée par l'École nationale de la magistrature (2024)

▪ **Saisir la Cour européenne des droits de l'homme**

- Formation destinée aux avocats, organisée par la Fondation René Cassin (2020)

Encadrement d'étudiants

▪ **Encadrement des projets personnels**

- Master 1 droit public, École de droit de la Sorbonne (2022-...)

▪ **Accompagnement d'équipes de concours de plaidoiries**

- Concours européen des droits de l'homme René Cassin (2015, 2016) - équipes de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (demi-finalistes)
- Concours Georges Vedel de la meilleure plaidoirie QPC (2014) - équipe de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (lauréate)
- Concours européen des droits de l'homme Habeas Corpus (2013) - équipe de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (lauréate)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Direction de diplôme

- Direction du diplôme universitaire « LL.M. droit français et droit européen », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2023-...)

Participation aux instances universitaires

- Membre du Conseil d'administration du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur / de la Communauté d'Universités et d'Établissements « Université de Lyon » (2013-2015)
- Membre du Comité électoral chargé d'assister le président de l'Université de Lyon statuant sur les réclamations relatives aux listes électorales et sur la validation des candidatures (2015)
- Membre du Comité de perfectionnement de la licence en droit, Université Jean Monnet Saint-Étienne (2014)

Contribution à des concours interuniversitaires de plaidoiries

- Secrétaire général, concours européen des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (2019-...)
- Membre du jury, concours d'éloquence Oratore, Saint-Étienne (2024-...)
- Membre du jury, concours de plaidoiries Jean Jaurès, Paris (2023-...)

- Membre du jury, concours européen des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (2019-...)
- Membre du jury, concours européen des droits de l'homme EHRMCC, Strasbourg (2018)

Participation à des comités de sélection

- Membre du comité de sélection pour un poste de maître de conférences en droit public à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (2024)

Participation à des jurys et commissions de recrutement

- Membre du jury chargé de sélectionner les étudiants de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour une mobilité sortante aux États-Unis et en Australie (2024-...)
- Membre de la commission de recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2023)
- Présidence de jurys de grand oral du CRFPA, IEJ de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2022-...)

PRIX ET DISTINCTIONS

Prix de thèse

- Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2021)
- Prix de thèse Joinet (2021) (*ex aequo*, catégorie « Protection interne, européenne et internationale des droits fondamentaux »)
- Prix d'excellence « Doctorat » de la Fondation UJM (2021)

Autres prix

- Second prix de la meilleure contribution au IX^{ème} Congrès de l'Association française de droit constitutionnel (2014)
- Lauréat du Concours européen des droits de l'homme René Cassin (2012)
- Prix « + Com » de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (2012)
- Prix du meilleur mémoire du Concours européen des droits de l'homme Habeas Corpus (2010)

LANGUES

- Français (langue maternelle)
- Anglais (niveau professionnel)